

disposant plus de ressources à distribuer, ceux-ci perdent leurs bases sociales et, devenus plus fragiles, résistent moins bien à la contestation qu'alimente l'aggravation des conditions de vie. De ce point de vue, les sociétés africaines ont démontré qu'elles sont loin de la passivité qu'on leur prête souvent à tort. Sans atteindre l'ampleur qu'elles ont eue dans les anciennes démocraties populaires, les manifestations de rue, bien réelles, ont témoigné d'une profonde volonté de changement et révélé un potentiel de mobilisation souvent insoupçonné: à Bamako, Lomé, Abidjan, la population est descendue dans la rue réclamer la démocratie, n'hésitant pas, comme en Europe de l'Est, à braver les chars.

La crise politique

La crise politique est donc le troisième facteur de déstabilisation des régimes autoritaires africains. La pression accrue des institutions de Breton Woods survient dans un contexte de profondes mutations socio-politiques. C'est peut-être une banalité, qu'il n'est pas inutile toutefois de rappeler: l'Afrique des années quatre-vingt-dix n'est plus celle des indépendances. La population africaine est jeune et se caractérise par la montée de nouvelles générations de diplômés dont l'horizon paraît irrémédiablement bouché. En effet, compte tenu de la raréfaction des ressources et des mesures d'austérité préconisées dans le cadre des plans d'ajustement structurel, l'État, autrefois premier employeur, n'embauche plus, quand il ne licencie pas. Ces diplômés vont donc grossir les cohortes de chômeurs qui encombrant les centres urbains; dans le meilleur des cas, ils assurent leur survie en exerçant l'un des ces innombrables et ingénieux emplois du secteur dit « informel » (c'est-à-dire, selon la définition classique, non moderne ou non structuré de l'économie). Le mal-vivre de la jeunesse est d'autant plus profond que les sociétés africaines demeurent gérontocratiques à un point tel que les conflits de générations sont parmi les plus aigus qu'elles aient à résoudre. La domination des aînés à tous les niveaux d'organisation sociale bloque l'accès des jeunes aux positions de pouvoir qu'ils sont en mesure de revendiquer en vertu de leurs diplômes et de leurs compétences. S'affranchir de cette tutelle suppose une remise en cause des relations d'autorité qui, de la famille à l'appareil d'État, en passant par le village et le clan, organisent cette domination.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les universités soient partout à la pointe du combat pour la démocratie. Inquiets pour leur avenir, les étudiants sont les mieux à même d'articuler les revendications catégorielles et économiques sur celles des libertés. Tel a été le cas en Côte-d'Ivoire et, plus encore, au Zaïre, où le massacre de plus de cent trente personnes en mai 1990 au campus de Lubumbashi a montré que les étudiants étaient prêts à payer de leur sang leur engagement en faveur de la démocratie.

Aussi important a été en outre le rôle joué par des personnalités à la stature internationale, tels, au Bénin (ex-Dahomey), Nicéphore Soglo, ancien administrateur de la Banque mondiale, élu président de la République en 1990, ou, au Togo, Edem Kodjo, ex-secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Auréolés de leur prestige, encouragés par les évolutions à l'Est, ces hommes ont agrégé autour d'eux les opposants: exilés politiques, transfuges du parti unique, fonctionnaires paupérisés, étudiants frustrés...